

des prix. Notre objectif et notre programme qui porteront, comme je l'ai dit, sur l'établissement d'un Bureau de revision, sont d'arriver à la stabilité des prix en même temps qu'à un niveau d'emploi courant plus élevé que nous ne pourrions obtenir si nous comptions uniquement sur des mesures fiscales et monétaires pour arriver à nos fins.

J'ai été heureux d'entendre et de lire ce que le chef de l'opposition avait à dire là-dessus, ces derniers jours, et j'ai eu l'occasion aujourd'hui de lire un texte du Nouveau parti démocratique sur le sujet. Il me semble que tous les partis représentés à la Chambre sont passablement d'accord quant à notre attitude générale en abordant la question que j'ai exposée.

**L'hon. M. Churchill:** Et les créditistes?

**L'hon. M. Sharp:** J'espère que le présent débat et les mesures à prendre nous permettront d'établir les fondements d'un ensemble de politiques convenues, grâce auxquelles nous réussirons à maintenir notre prospérité sans inflation.

Je me permets de souligner, en terminant, que les circonstances actuelles sur le plan international rendent urgente—et je ne saurais trop insister là-dessus—l'adoption, aussitôt que possible, des mesures qui s'imposent maintenant.

**L'hon. M. Lambert:** Monsieur le président, le ministre des Finances a conclu sa péroraison en ces termes:

J'espère que le présent débat et les mesures à prendre nous permettront d'établir les fondements d'un ensemble de mesures convenues grâce auxquelles nous réussirons à maintenir notre prospérité sans inflation.

● (3.40 p.m.)

Il demeure que notre prospérité n'a pas échappé à l'inflation. Le gouvernement a fait fi de nombreux avertissements sans se méfier de l'inflation. Nous voyons maintenant des convertis de la onzième heure à la lutte contre l'inflation. La déclaration du ministre est un tissu de paradoxes. Il a parlé des États-Unis, de la croissance économique, de la pression sur les prix et d'autres facteurs. Le Canada ne mène pas la guerre au Vietnam. Il n'y a pas chez nous de pénurie de produits, de biens et d'autres nécessités à cause d'un effort de guerre. Je peux comprendre que les États-Unis aient pris des mesures fiscales orthodoxes. Ils s'efforcent de comprimer la demande, mais qui a prétendu que la demande au Canada ait été excessive? Autant que je sache, il n'y a pas—dans la plupart des régions tout au moins—de pénurie de biens ou de main-d'œuvre; pourtant nous tentons de lutter contre l'inflation, dont le gouvernement a pris conscience trop tard, avec les moyens adoptés par notre voisin du Sud.

[L'hon. M. Sharp.]

J'ai été frappé par la réponse faite hier par le ministre des Finances à ma question qui est consignée à la page 7272 du *hansard*:

... vu les nouvelles plutôt inquiétantes d'hier et de ce matin au sujet de nos devises, le ministre des Finances peut-il indiquer à la Chambre quelles mesures le Canada songe à prendre pour soutenir son dollar?

Le ministre a répondu en partie:

... j'espère que le Parlement appuiera le gouvernement dans ses efforts pour recueillir les revenus nécessaires, qui sont un des moyens de créer le climat de confiance qui convaincra les étrangers et les Canadiens que le dollar canadien vaut sa parité actuelle.

Examinons ces paroles. J'y vois, tout comme ailleurs, l'insinuation que la crise actuelle résulte du rejet irresponsable du bill C-193 par le Parlement. C'est faux. Le gouvernement fait preuve de beaucoup d'arrogance en insinuant une chose pareille. L'opposition faisait son devoir. Elle n'a jamais aimé la proposition annoncée dans le mini-budget vers la fin de novembre, alors que le dollar canadien ne subissait pas de pression évidente. La pression qui s'exerce actuellement se manifeste depuis janvier. Elle résulte de la dévaluation de la livre sterling et de la pression consécutive sur le dollar américain. Puisque le dollar canadien étant le deuxième en importance dans le monde, nous étions particulièrement exposés à toute attaque dirigée contre le dollar des États-Unis. On a tout à fait tort d'insinuer que le Parlement a contribué à la crise actuelle.

L'opposition trouvait que le projet de loi fiscal ne représentait pas la bonne solution, qu'il était inflationniste et inutile à l'époque. Elle avait le droit de le rejeter, tout comme elle peut rejeter les propositions qui seront annoncées plus tard aujourd'hui si elle les juge inappropriées. Elle les examinera avec grande attention. Il n'y a pas seulement le gouvernement qui s'inquiète de la valeur du dollar canadien, l'opposition s'en inquiète elle aussi. Nous examinerons attentivement les propositions du gouvernement et nous ne chercherons certainement pas à empêcher délibérément la mise en œuvre de toute mesure que nous considérons raisonnable et justifiée.

Sur ce, je me hâte d'ajouter que dans sa déclaration d'hier, le ministre des Finances a laissé entendre que l'augmentation des revenus du gouvernement rétablira la confiance. C'est là manifestement un indice que le gouvernement n'a pas l'intention de réduire ses dépenses. Le sermon économique qu'a prononcé le ministre cet après-midi indique clairement que, selon lui, nous devons imposer des taxes pour obtenir des revenus et raviver ainsi la confiance dans le dollar canadien. C'est certainement là une erreur.